

France/Violence jihadiste

Un prêtre égorgé dans son église

AFP  
Saint-Etienne-du-Rouvray/France

L'attaque, qui a été revendiquée par le groupe Etat islamique, a fait également un blessé grave. Quant aux assaillants, au nombre de deux, ils ont été abattus par la police. L'émotion est considérable.

UN prêtre a été égorgé hier dans l'église d'une petite ville du nord-ouest de la France, une nouvelle attaque revendiquée par le groupe Etat islamique qui replonge la population dans la stupeur et le désarroi, douze jours après le carnage de Nice.

L'attaque, rapidement revendiquée par l'EI qui a aussi endossé deux récents attentats en Allemagne, s'est déroulée à Saint-Etienne-du-Rouvray, une petite ville de 29 000 habitants dans la banlieue de Rouen, en Normandie.

"Je pensais que (les attentats) se passaient seulement dans les grandes villes et que ça ne pouvait pas arriver jusqu'à chez nous", réagit, incrédule, Joanna Torrent, une employée de magasin de Saint-Etienne-du-Rouvray.

Vers 07H30 GMT (08H30 au Gabon), en pleine messe, deux assaillants armés, dont l'un serait connu des services antiterroristes, ont fait irruption dans l'église où se trouvaient au moins cinq personnes et égorgé le père Jacques Hamel, un prêtre octogénaire.



Photo : AFP

Le père Jacques Hamel, 84 ans, victime hier, au cœur même de son église de Saint-Etienne-du-Rouvray, de la violence jihadiste.

Un autre otage a été grièvement blessé et se trouve entre la vie et la mort. Les assaillants, qui ont crié "Allah Akbar !" selon une source proche du dossier, ont été abattus par la police au moment où ils sortaient sur le parvis de l'église.

"Ce sont les catholiques qui ont été frappés, mais ce sont tous les Français qui sont concernés", a déclaré le président socialiste François Hollande. Rapidement arrivé sur place, il a appelé à la "cohésion" un pays déjà ébranlé par l'attaque de Nice, également revendiquée par l'EI, qui a fait 84 morts et plus de 350 blessés le 14 juillet, le jour de la fête nationale. C'est la première fois en France qu'un prêtre est tué dans une attaque jihadiste et le pape François a condamné "un meurtre barbare" dans "un lieu sacré où s'annonce l'amour de Dieu". "La communauté chrétienne est très touchée, la messe est le moment le plus important donc forcément c'est un symbole

très fort", se désole devant l'AFP un prêtre d'une paroisse voisine, Alexandre Joly.

Le parquet antiterroriste a été immédiatement saisi de l'enquête et un homme a été placé en garde à vue quelques heures après l'attaque.

**L'OPPOSITION REPART A L'ATTAQUE.** Comme après l'attentat de Nice, l'opposition de droite et d'extrême droite n'ont pas attendu pour partir à l'attaque contre le gouvernement socialiste, accusé de laxisme ou d'incompétence dans la lutte antiterroriste.

"Nous devons changer profondément la dimension, la mesure, la stratégie de notre riposte", a martelé le chef de l'opposition, l'ex-président Nicolas Sarkozy, dénonçant "une action incomplète contre le terrorisme".

"Nous devons être impitoyables. Les arguties juridiques, les prétextes à une action incomplète, ne sont pas admissibles", a-t-il clamé, avant de demander au gouvernement de "met-

tre en œuvre toutes les propositions" et "sans délai" de la droite, comme par exemple la création de centres de rétention pour les suspects de radicalisation.

La présidente du parti d'extrême droite Front national Marine Le Pen a dénoncé sur Twitter la "responsabilité (...) immense" de "tous ceux qui nous gouvernent depuis 30 ans", tandis que sa nièce, la députée Marion Maréchal-Le Pen, exhortait, également sur Twitter, les Français à se "réveiller".

Frappée trois fois en 18 mois par des attentats sans précédent (17 morts en janvier 2015, 130 morts le 13 novembre, 84 morts le 14 juillet), la France vit dans la crainte de nouvelles attaques risquant de fracturer davantage encore la société.

**"LE ROYAUME DE LA CROIX"** Le groupe Etat islamique, qui perd du terrain en Irak et en Syrie où il a proclamé un califat en 2014, a régulièrement menacé l'Hexagone de représailles pour sa participation à la coalition militaire internationale dans ces deux pays.

L'EI cible régulièrement dans sa propagande et ses communiqués de revendication les dirigeants "croisés" occidentaux et "le royaume de la Croix", expression semblant désigner l'Europe.

La menace d'une attaque contre un lieu de culte chrétien planait depuis plus d'un an en France, notamment depuis

l'échec d'un projet d'attentat en avril 2015 contre une église catholique de Villejuif, en banlieue parisienne.

Après cette tentative avortée, le gouvernement avait annoncé une "adaptation" du dispositif de lutte antiterroriste concernant les lieux de culte catholiques. Mais si les quelque 700 écoles et synagogues juives et plus de 1 000 des 2 500 mosquées du pays sont protégées par les forces de l'ordre, il paraît illusoire d'appliquer un même niveau de sécurité à la totalité des 45 000 églises catholiques que compte le pays.

En plus d'un an, plusieurs projets d'attentat de masse ont été déjoués mais des attaques ciblées, comme le double meurtre en juin près de Paris de policiers à leur domicile, ont profondément choqué la France.

Depuis les carnages de 2015, les autorités ont prolongé plusieurs fois l'état d'urgence, un régime d'exception facilitant notamment des assignations à résidence et des perquisitions. Ce régime court jusqu'en janvier.

**Attentat de Nice : plaintes contre l'Etat et la ville.** La justice française a enregistré de premières plaintes - quatre à ce stade - de familles de victimes de l'attentat du 14 juillet à Nice (sud-est) contre l'Etat français et la mairie pour déficit de sécurité, a-t-on appris hier de source judiciaire.

L'Afrique en bref

• **Burkina Faso/Elections. Un journaliste à la tête de la Céni**

Le journaliste d'investigation Newton Ahmed Barry, rédacteur en chef du bihebdomadaire privé L'Événement, a été élu lundi président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) du Burkina Faso pour un mandat de cinq ans.

• **RDCongo/Politique. Katumbi risque la prison à son retour**

L'opposant congolais Moïse Katumbi, candidat déclaré à l'élection présidentielle, sera emprisonné s'il revient en République démocratique du Congo, a déclaré lundi le ministre de la Justice Alexis Thambwe Mwamba.

• **Somalie/Attentat. Treize morts près de l'aéroport de Mogadiscio**

Au moins 13 personnes ont été tuées hier près de l'aéroport de Mogadiscio dans un double attentat-suicide à la voiture piégée revendiqué par les islamistes shebab, démontrant une nouvelle fois la capacité de nuisance du groupe affilié à Al-Qaïda au cœur de la capitale somalienne.

• **Soudan du Sud/Conflit. Taban Deng Gai nouveau vice-président**



Photo : AFP

Le président du Soudan du Sud, Salva Kiir, a annoncé lundi avoir nommé Taban Deng Gai comme vice-président, en lieu et place de son grand rival Riek Machar, qui a fui la capitale Juba après les violents combats ayant opposé ses forces à celles de Salva Kiir dans la capitale, du 8 au 11 juillet.

Arique du Sud/Politique

Les accusations de racisme fusent à l'approche des municipales

AFP  
Johannesburg/Afrique du Sud

Il est ainsi reproché à l'ANC, pour qui ce scrutin représente un test, de jouer la carte raciale.

LE dirigeant noir du principal parti d'opposition sud-africain a accusé hier la formation au pouvoir, le Congrès national africain (ANC) de l'ancien président Nelson Mandela, de jouer la carte raciale pendant la campagne pour les municipales du 3 août qui s'annoncent disputées.

Ce scrutin sera un test pour l'ANC, au pouvoir depuis la fin officielle du régime ségrégationniste en 1994, alors que l'économie sud-africaine se débat avec



Photo : AFP

Le chef de l'Alliance démocratique (DA), principal parti de l'opposition, Mmusi Maimane, accuse : "L'ANC dit que si on est noir, on doit voter pour ce parti (...) Pour moi, cela s'apparente à du racisme."

un taux de chômage record (26,7%) et que le chef de l'Etat, Jacob Zuma, est empiété dans plusieurs scandales.

Le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA), compte profiter de ce contexte pour s'emparer de plusieurs municipalités clés, dont la capitale économique Johannesburg,

la capitale politique Pretoria et la ville portuaire de Port Elizabeth (sud-est).

L'ANC "dit que si on est noir, on doit voter pour ce parti", a déclaré le leader noir de la DA, Mmusi Maimane, lors d'un meeting électoral à Johannesburg hier. "Je ne sais pas pour vous, mais ce n'est pas l'Afrique du Sud que nous

voulons. Pour moi, cela s'apparente à du racisme", a-t-il estimé.

Lors d'un meeting le week-end dernier à Port Elizabeth, le président Zuma avait affirmé que l'opposition avait la "même haine" que le gouvernement d'apartheid. "Ils ne pensent pas que les Noirs peuvent diriger", a-t-il déclaré, alors que la DA est largement perçue comme un parti de la classe moyenne blanche. Dans un communiqué hier, l'ANC a aussi qualifié la DA de "parti blanc fondé sur l'idéologie de la suprématie raciale" et l'a accusée d'utiliser le nom de Nelson Mandela dans ses meetings électoraux et sur ses affiches.

Lundi, l'opposition a dévoilé un poster dans la municipalité de Tshwane, qui englobe Pretoria, avec le

slogan "Honorer le rêve de Madiba. Votez DA". Madiba était le nom de clan de Nelson Mandela.

La DA a aussi utilisé dans un spot publicitaire la voix du premier président sud-africain noir démocratiquement élu, s'attirant les critiques de la famille Mandela.

La DA a affirmé mieux représenter l'héritage de Nelson Mandela, décédé en 2013, que l'ANC qu'il a dirigé. "Quand l'ANC chutera, Madiba sera toujours debout, car Madiba était plus grand que l'ANC. Il était le père de cette nation", a déclaré Mmusi Maimane hier, devant une banderole "Nous pouvons gagner".

Actuellement, la DA ne contrôle qu'une importante municipalité en Afrique du Sud, celle de la ville du Cap, la capitale par-

A travers le monde

• **Syrie/Conflit. Alep : population et personnel médical "à l'agonie"**

Les derniers médecins, infirmiers et techniciens des hôpitaux d'Alep ont lancé hier un appel à la communauté internationale pour faire cesser les bombardements du régime syrien, témoignant dans de courtes vidéos de leur épuisement et de leur désespoir.

• **Turquie/Armée. Ankara poursuit ses putschistes à l'étranger**

Des hauts gradés turcs servant pour l'Otan en Afghanistan ont été arrêtés hier à Dubaï, le "grand ménage" déclenché en Turquie dans les heures ayant suivi le coup d'Etat du 15 juillet s'étendant pour la première fois à l'étranger.